

La politique étrangère française: seul le style a changé

par Robert J. Jackson

L'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la France a donné lieu, dans les capitales étrangères, à bien des conjectures sur l'imminence de changements dans la politique étrangère française. Une évaluation plus réaliste indique toutefois qu'on assistera à un changement de forme plutôt que de fond. L'imbroglio de la vie politique en France appelle une politique étrangère réaliste et suivie, s'appuyant sur les réalisations du passé. Avec M. Giscard d'Estaing au pouvoir, cette combinaison va presque certainement s'affirmer.

Les objectifs et les mots-clés des affaires étrangères françaises resteront probablement les mêmes pendant un certain temps, et cela pour trois raisons. En premier lieu, les politiques du passé sont consacrées par le temps; leurs constantes sont fixées depuis 1946 et ne doivent pas leur importance uniquement au général de Gaulle. Ensuite, ces politiques découlent logiquement de diverses hypothèses concernant les intérêts de la France et les intérêts mondiaux. Troisièmement, le déploiement des forces politiques en France est tel que tout changement radical serait téméraire, voire dangereux. Au jugement nord-américain, la France a tenté d'élargir son rôle et son influence dans le monde, sans pouvoir toutefois réaliser l'équilibre de ses objectifs et de ses ressources; pour les Français, par contre, seule une France forte et indépendante saurait se défendre contre un monde injustement dominé par les deux superpuissances.

Les thèmes de «sécurité», de «prestige» et d'«indépendance» dominent la scène française depuis au moins la Seconde Guerre mondiale, si l'on s'en tient à l'époque contemporaine. Dans son premier discours à l'Assemblée nationale, au printemps, M. Jacques Chirac, premier ministre de 41 ans choisi par Giscard lui-même, n'a pas manqué de souligner que l'«indépendance nationale» continuerait d'être la pierre d'angle de la politique étrangère de son pays. Cette effusion d'amour-propre national découle du fait, souvent oublié, que la France n'a pas cessé de lutter pour

l'indépendance de l'Europe contre l'envahisseur nazi.

Une fois que l'économie de la Quatrième République se fût remarquablement relevée des suites de la défaite et de l'occupation allemande, le gouvernement français a dû reconnaître l'existence de trois changements importants dans le monde. Il y avait d'abord, dominant la sphère internationale, deux grandes puissances, puis deux alliances: celle du Pacte de Varsovie dirigée par l'Union soviétique, et l'OTAN influencée par les États-Unis. Les Français se méfiaient de l'Amérique et n'entendaient pas être retranchés à jamais de l'Europe orientale. Née sous la Quatrième République, cette attitude fut particulièrement en évidence durant la présidence du général de Gaulle et on la retrouve dans la pensée française actuelle. M. Jacques Chirac n'a fait que la confirmer en parlant du besoin d'une coopération chaleureuse avec les États-Unis, bien que «sur un pied de stricte égalité».

Liens franco-allemands

En second lieu, la France a dû reconnaître que son avenir dans le monde dépendait de la réconciliation franco-allemande. La France comptait, bien entendu, être le partenaire principal dans cette nouvelle

M. Robert Jackson est professeur de sciences politiques à l'Université Carleton et spécialiste de l'étude comparée des gouvernements et des politiques. De 1971 à 1973, il a été conseiller législatif et directeur de la recherche au cabinet du président du Conseil privé. Auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Philippines, il a publié des articles analytiques sur la vie politique française dans le Political Quarterly, l'International Journal et le Commentator. Le professeur Jackson est membre du conseil de rédaction de l'American Political Science Review, de Sage Publications et de Macmillan of Canada. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

